

15 novembre 2004

<p style="text-align: center;">Inventaire des projets législatifs de mise en œuvre de la Constitution du 16 mai 2004</p>

Remarques liminaires

1. Le présent document a pour objet de dresser l'inventaire des projets législatifs induits par la Constitution du 16 mai 2004. Il est annexé au Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la mise en œuvre de la nouvelle Constitution cantonale, dont il fait partie intégrante.
2. La première partie du tableau groupe les projets rendus **impératifs** par la Constitution (n° 1 à 37). La deuxième partie présente les projets **facultatifs** (38 à 68).
3. Au sein de chaque catégorie, les objets sont présentés en **suivant l'ordre des articles constitutionnels** auxquels ils se réfèrent.
4. Le tableau indique en regard de chaque projet la **Direction responsable** de son élaboration. Quand deux ou plusieurs Directions sont associées à un projet, celle qui est mentionnée en premier est la Direction-pilote.
5. La rubrique « **Délai d'entrée en vigueur** » indique la date imposée par la Constitution elle-même. Parmi les nombreux projets pour lesquels cette date est le 1.1.2009, certains entreront en vigueur plus tôt, suivant une planification encore à établir.
6. La signification des **abréviations** utilisées est donnée dans la table figurant à la fin du rapport.
7. Cet inventaire reflète les intentions du Conseil d'Etat de manière aussi précise que possible. Il est toutefois probable qu'en cours de travaux, il subisse quelques **modifications**. L'examen des implications d'un article constitutionnel peut en effet conduire à intervenir sur un autre acte législatif que celui qui est prévu. Il est possible aussi que l'autorité opte parfois pour une mise en œuvre par d'autres actes que la loi (une ordonnance par exemple). Enfin, certains projets énumérés ci-après pourraient être regroupés ou divisés.

I. Adaptations impératives

1 Développement durable (art. 3 al. 1 let. h Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Directions compétentes : DAEC/DIAF/DEE/DSAS

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

2 Langues (art. 6, 2 al. 2, 17, 64 al. 3 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Directions compétentes : DIAF/DICS/DSJ/CHA

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

3 Partenariat enregistré pour les personnes de même sexe (art. 14 al. 2 Cst)

► *Elaboration d'une loi*

Directions compétentes : DSJ /DIAF/DFIN

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

4 Information et transparence de l'activité étatique (art. 19, 51 al. 2, 52 al. 1, 84 al. 1 et 88 Cst)

► *Elaboration d'une loi*

Directions compétentes : DSJ/CHA

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

5 Droit de pétition (art. 25 Cst)

► *Révision partielle de la loi*

Direction compétente : DIAF

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

6 Assistance judiciaire (art. 29 al. 4 Cst)

► *Révision partielle de la loi*

Direction compétente : DSJ

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

7 Statut des enfants et jeunes adultes en procédure (art. 29 al. 5 Cst)

► *Révision partielle des CPJA, CPP et CPC*

Direction compétente : DSJ

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

8 Maternité (art. 33 / art. 148 Cst)

► *Elaboration d'une loi sur les prestations dues aux mères sans activité lucrative et aux mères adoptives*

Directions compétentes : DSAS/DIAF(BEF)

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2008

9 Soutien des personnes victimes d'une catastrophe naturelle ou d'autres événements semblables (art. 36 al. 2 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Directions compétentes : DSJ/DSAS

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

10 Aide spéciale en faveur des enfants et des jeunes victimes d'infractions (art. 36 al. 3 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Directions compétentes : DSAS/DSJ

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

11 Exercice des droits politiques des étrangers et des Suisses de l'étranger (art. 39, 48 et 131 al. 1 / art. 149 Cst)

► *Révision partielle de la LEDP*

Direction compétente : DIAF

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2006

12 Eligibilité au niveau cantonal (art. 40 al. 2 et 86 al. 1 Cst)

► *Révision partielle de la LEDP, de la LOJ et de la loi sur les préfets*

Directions compétentes: DIAF/DSJ

Délai d'entrée en vigueur : 1.6.2006

13 Initiative populaire, référendum, motion populaire (art. 43, 45, 46 et 47 Cst)

► *Révision partielle de la LEDP*

Direction compétente : DIAF

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

14 Initiative et référendum au sein des associations de communes (art. 51 / art. 153 Cst)

► *Révision partielle de la LEDP et de la LCo*

Direction compétente : DIAF

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2006

15 Encouragement à la construction de logements et à l'accès à la propriété (art. 56 al. 2 Cst)

► *Introduction de mesures générales dans la législation*

Direction compétente : DEE

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

16 Politique globale de la famille (art. 59 et 60 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Directions compétentes : DSAS/DICS/ DIAF(BEF)/DFIN

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

17 Intégration des étrangers et naturalisation (art. 69 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Direction compétente : DIAF

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

18 Aide humanitaire et coopération au développement (art. 70 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Directions compétentes : DFIN/DEE/DAEC

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

**19 Mesures en faveur des transports publics et trafic non motorisé
(art. 78 al. 3 Cst)**

► *Révision partielle de la loi sur les transports*

Direction compétente : DEE

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

20 Gestion économique des finances communales (art. 82 al. 1 Cst)

► *Révision partielle de la LCo*

Directions compétentes : DIAF/DFIN

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

21 Vérification des tâches de l'Etat et des communes (art. 82 al. 2 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Directions compétentes : DFIN/toutes les autres Directions

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

22 Compensation des déficits (art. 83 al. 3 Cst)

► *Révision partielle de la LFE*

Direction compétente : DFIN

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

**23 Organisation du Conseil d'Etat et statut des conseillers d'Etat
(art. 87 al. 3, 89 al. 2, 98 al. 3, 106 al. 3 / art. 151 Cst)**

► *Révision partielle de la LOCEA et de la LEDP*

Direction compétente : DSJ

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2007

**24 Organisation du Grand Conseil (art. 89 al. 2, 91 al. 1, 93, 96 al. 1 et 4, 98, 99 al.
3, 104 / art. 151 Cst)**

► *Révision de la LRGC*

Directions compétentes : GC/SLeg

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2007

25 Droits populaires en cas d'acte urgent du Grand Conseil
(art. 92 al. 2 / art. 151 Cst)

► *Révision partielle de la LEDP*

Direction compétente : DIAF

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2007

26 Définition des cercles électoraux (art. 95 al. 3 / art. 151 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Direction compétente : DIAF

Délai d'entrée en vigueur : 1.6.2006

27 Séparation du secrétariat du Grand Conseil et de celui du Conseil d'Etat
(art. 97, 98 al. 3, 103 al. 1, 108, 109 al. 3 / art. 151 Cst)

► *Révision partielle de la LRGC et de la LOCEA*

Directions compétentes : GC/SLeg/CHA

Délai d'entrée en vigueur : 1.6.2005 (*Cst 1.1.2007*)

28 Conditions d'un nouvel endettement (art. 102 al. 2 / art. 151 Cst)

► *Révision partielle de la LFE*

Direction compétente : DFIN

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2007

29 Election des membres du pouvoir judiciaire (art. 103, 121 al. 2 / art. 152 Cst)

► *Révision de diverses lois*

Direction compétente : DSJ

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2008

30 Médiation administrative (art. 119 Cst)

► *Elaboration d'une loi*

Direction compétente : DIAF

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

31 Tribunal cantonal unifié (art. 123 et 124 / art. 152 Cst)

► *Révision de la LOJ et de la LOTA*

Direction compétente : DSJ

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2008

32 Conseil de la magistrature (art. 125 à 128 / art. 152 Cst)

► *Elaboration d'une loi*

Direction compétente : DSJ

Délai d'entrée en vigueur : 1.7.2007

33 Autorités communales et fusions de communes

(art. 131 al. 3, 132 al. 2, 134 al. 2 et 3, 135 al. 2 et 3 /art. 153 Cst)

► *Révision partielle de la LCo et de la LEDP*

Direction compétente : DIAF

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2006

34 Péréquation financière entre les communes (art. 133 Cst)

► *Elaboration d'une loi*

Direction compétente : DIAF

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

35 Structures territoriales (art. 134 al. 4, 136, 95 al. 3 Cst)

► *Elaboration d'une loi*

Direction compétente : DIAF

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

36 Statut public des autres Eglises (art. 142 al. 2 Cst)

► *Révision partielle de la LEE*

Direction compétente : DIAF

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

37 Promulgation des révisions partielles de la Constitution

(- / cf. art. 81 al. 3 Cst 1857)

► *Révision partielle de la LEDP*

Direction compétente : DIAF

Délai d'entrée en vigueur : 1.1.2009

II Adaptations facultatives

**38 Relations extérieures, collaboration intercantonale et interrégionale
(art. 5 et 114 Cst)**

► *Adaptation de la LOCEA et de la LRGC*

Directions compétentes : DSJ/GC

39 Egalité entre femmes et hommes (art. 9 al. 2)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Directions compétentes : DIAF(BEF)/DICS/DEE/DFIN

40 Autonomie et intégration des handicapés (art. 9 al. 3)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Direction compétente : DSAS/DAEC

41 Droit de réunion et de manifestation (art. 24 Cst)

- Révision de la loi sur le domaine public

Direction compétente : DAEC

42 Droit de grève (art. 27 al. 4 Cst)

- Création d'une base légale pour l'interdiction de faire grève à certaines catégories de personnes

Direction compétente : DEE

43 Indemnité en cas d'expropriation (art. 28 Cst)

- Adaptation de la LEx

Direction compétente : DSJ

44 Publicité des débats judiciaires et du prononcé du jugement (art. 31 al. 2 Cst)

- Révision partielle du CPC et de la LOTA

Direction compétente : DSJ

45 Aide et protection particulière des enfants et des jeunes (art. 34 al. 1 et 2 Cst)

- Elaboration de dispositions d'application

Directions compétentes : DSAS/DSJ

46 Droits des personnes âgées (art. 35 et 62 Cst)

- Elaboration de dispositions d'application

Directions compétentes : DSAS/DIAF

47 Répartition des tâches Etat-communes (art. 53 Cst)

- Révision des dispositions existantes et élaboration d'une loi-cadre

Directions compétentes : DIAF/toutes les autres Directions

48 Surveillance des délégataires de tâches publiques (art. 54 al. 2 Cst)

- Révision partielle de la LOCEA et de la LCo

Directions compétentes : DSJ/DIAF

49 Promotion économique, conditions cadres (art. 57)

- Elaboration de dispositions d'application

Direction compétente : DEE

50 Respect des intérêts des familles par la législation (art. 59 al. 3 Cst)

- Adaptation de la LRGC

Directions compétentes : GC/SLeg

51 Intégration sociale et politique des jeunes (art. 61)

- Elaboration de dispositions d'application

Directions compétentes : DSAS/DICS/DEE

52 Soutien aux personnes vulnérables et dépendantes (art. 63 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Directions compétentes : DSAS/DEE

53 Soutien à des écoles privées (art. 67 Cst)

► *Révision de la loi scolaire et de la loi sur l'enseignement secondaire supérieur*

Direction compétente : DICS

54 Environnement, utilisation des énergies renouvelables (art. 71 Cst)

► *Elaboration d'une loi*

Directions compétentes : DAEC/DEE

55 Connaissance de la nature et du patrimoine culturel (art. 73 al. 3 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Directions compétentes : DICS/DAEC

56 Agriculture (art. 74 Cst)

► *Elaboration d'une loi*

Direction compétente : DIAF

57 Sport et loisirs (art. 80 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Direction compétente : DICS

58 Lutte contre la fraude fiscale (art. 81 al. 3 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Direction compétente : DFIN

**59 Accès de personnes étrangères aux fonctions de l'ordre judiciaire
(art. 86 al. 2 Cst)**

► *Révision de la LOJ et/ou de lois spéciales*

Direction compétente : DSJ

**60 Incompatibilités du fait de la parenté
(- / cf. art. 33 Cst 1857)**

► *Révision partielle de la LEDP*

Direction compétente : DIAF

61 Compétences en cas de circonstances extraordinaires (art. 117 Cst)

► *Révision partielle de la LOCEA*

Direction compétente : DSJ

62 Résolution extrajudiciaire des litiges (art. 120 al. 2)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Direction compétente : DSJ

63 Encouragement de la collaboration intercommunale (art. 134 al. 1 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Direction compétente : DIAF

64 Encouragement de l'Etat aux fusions de communes (art. 135 al. 1 Cst)

► *Introduction de normes d'encouragement aux fusions*

Direction compétente : DIAF

65 Fusions de communes obligatoires (art. 135 al. 4 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Direction compétente : DIAF

66 Soutien aux organisations de la société civile, notamment aux associations, délégation de tâches, encouragement du bénévolat (art. 137 al. 1 et 138 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Directions compétentes : DIAF/toutes les autres Directions

67 Promotion du civisme et de la citoyenneté (art. 137 al. 2 Cst)

► *Elaboration de dispositions d'application*

Directions compétentes : DIAF/DICS/DEE

68 Révision totale de la Constitution (art. 144 Cst)

► *Révision partielle de la LEDP*

Direction compétente : DIAF